



SERVICE SOCIAL SCOLAIRE : ENQUÊTE SOCIALE "ASI/ISIC" TOTALEMENT DÉCONNECTÉE DE LA RÉALITÉ ET DES BESOINS !

LA CGT ÉDUC'ACTION, LE SYNDICAT DE TOUS LES PERSONNELS DE L'ÉDUCATION NATIONALE

UNE ENQUÊTE POUR MASQUER LE MANQUE DE MOYENS

Le ministère impose cette année une nouvelle enquête sociale composée de deux volets : l'accompagnement social individuel (ASI) et l'intervention sociale d'intérêt collectif (ISIC). Officiellement, elle servirait à « mieux cibler les besoins des élèves » et à « élaborer des politiques sociales éducatives ». En réalité, **il s'agit d'un outil de pilotage déconnecté de nos réalités de terrain.**

DES ASSISES... SANS RÉPONSES CONCRÈTES !

À l'issue des Assises de la santé scolaire, nous constatons avec colère que :

- **Aucune** mesure forte n'a été prise pour répondre à la crise de nos métiers.
- **Aucune** création de postes, ni dans le second degré ni dans le premier, pourtant grand oublié du service social.
- **Aucune** revalorisation salariale.
- **Aucune** reconnaissance réelle de nos missions pourtant essentielles.

Pire encore, des annonces plus que floues sur l'intervention en primaire qui, à « moyens constants », pourraient se traduire par des redéploiements de postes, aggravant la pénurie déjà dramatique.

La création des **pôles départementaux pilotés par les DASEN**, avec un poste de CT PsyEN santé mentale et une circulaire globale pour les quatre métiers, remet en cause la spécificité de nos missions et l'unité de notre cadre national. Cela entraînera une gestion locale de la pénurie, au détriment de la prévention, de l'accompagnement social et de la protection de l'enfance.

UNE ENQUÊTE SOCIALE INUTILE DANS CE CONTEXTE

Comment prétendre faire de l'analyse des besoins alors que :

- un·e assistant·e social·e peut être affecté·e à 5 établissements dans certains départements ?
- des réseaux entiers d'élèves sont sans aucun service social ?
- les ISIC deviennent impossibles à mettre en œuvre faute de temps et de moyens ?

40 milliards d'économies : l'austérité est déjà annoncée !

Le gouvernement annonce pour 2026 des « moyens supplémentaires » pour le service social, mais dans le même temps, 40 milliards de coupes budgétaires sont prévues. Où est la cohérence ? Comment croire à des recrutements massifs, à une meilleure reconnaissance, à une amélioration des conditions de travail ?

LA CGT ÉDUC'ACTION DIT NON

Nous revendiquons :

- un service social dans le premier degré, avec création de postes ;
- une revalorisation salariale immédiate ;
- des conditions de travail permettant de remplir nos missions ;
- l'abandon de cette enquête sociale inadaptée, inutile et dangereuse dans ce contexte.

Face à l'urgence sociale dans les établissements,
investissons dans l'humain, pas dans des outils de gestion de la pénurie.

**C'EST POURQUOI : NOUS APPELONS À NE PAS TRANSMETTRE
LES DONNÉES DE L'ENQUÊTE SOCIALE 2024-2025 !**

avec la **CGT** UN AUTRE
CHOIX de
SOCIÉTÉ !